

Rapport de 2009 sur la liberté de religion dans le monde

Togo

La Constitution garantit la liberté de religion et d'autres lois et règlements ont contribué à cette liberté en général.

Le Gouvernement respecte généralement la liberté de religion dans la pratique. Il n'y a pas eu de changement dans le statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement au cours de la période couverte par ce rapport.

Il n'y a pas eu de rapports d'abus ou de discrimination dans la société, sur la base de l'appartenance, de la croyance ou de la pratique religieuse.

Le Gouvernement des Etats-Unis continue de s'entretenir avec le Gouvernement togolais sur les questions liées à la liberté de religion, dans le cadre de sa politique générale de promotion des droits de l'homme.

I. Démographie religieuse

Le pays a une superficie de 56.000 km² et une population 6,3 millions. Selon les statistiques publiées en 2004 par l'Unité de Recherche Démographique de l'Université de Lomé, la population est approximativement animiste à 33%, catholique à 28%, musulmane (sunnite) à 14%, protestante à 10%. Les chrétiens des autres dénominations représentent 10% de la population. Les 5% restants sont composés de personnes non affiliées à un groupe religieux. Beaucoup de personnes qui se sont converties aux confessions de foi les plus répandues ont continué à pratiquer des rituels qui ont leur origine dans les religions indigènes traditionnelles.

La plupart des Musulmans vivent dans les régions centrale et septentrionale du pays. Les Catholiques, les Protestants et les autres chrétiens vivent pour la plupart au Sud.

II. Statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement

Cadre légal/politique

La Constitution garantit la liberté de religion et d'autres lois et règlements ont contribué à cette liberté en général. La loi, à tous les niveaux, protège pleinement ce droit et ne tolère pas sa violation, que ce soit par des acteurs gouvernementaux ou par des acteurs privés.

La Constitution interdit explicitement l'installation de partis politiques basés sur la religion, l'ethnicité ou le régionalisme.

Le Gouvernement reconnaît le Lundi de Pâque, l'Ascension, le Lundi de Pentecôte, l'Assomption, l'Eid al-Fitr (Ramadan), la Toussaint, la Tabaski et la Noël comme jours fériés.

Le Gouvernement reconnaît trois principaux groupes religieux comme religions officielles : le Catholicisme Romain, le Protestantisme, et l'Islam. Il est demandé aux autres groupes religieux de se faire enregistrer comme des associations. Une association religieuse officiellement reconnue a les mêmes droits que les religions officielles. Les groupes religieux officiellement reconnus qui conduisent des projets humanitaires et de développement bénéficient d'une exonération de taxes sur les importations, mais doivent d'abord faire une demande d'exonération à travers le Ministère des Affaires étrangères.

Les demandes d'enregistrement doivent être soumises à la Direction des Affaires politiques et des Organisations civiles du Ministère de l'Administration territoriale. L'organisation religieuse doit soumettre ses statuts, sa déclaration doctrinale, son règlement intérieur, les noms et adresses des membres du bureau exécutif, le diplôme du dirigeant, une carte de situation géographique, un contrat d'exploitation du site, et une description de sa situation financière. Les critères de reconnaissance sont l'authenticité du diplôme du dirigeant et, plus important encore, le comportement éthique du groupe qui ne doit pas violer l'ordre public. La Direction des Affaires politiques et des Organisations civiles délivre un récépissé qui sert de reconnaissance temporaire aux groupes religieux et associations religieuses et leur permet de pratiquer leur religion, en attendant que des investigations soient faites avant qu'une autorisation écrite ne leur soit délivrée, ce qui prend habituellement des années.

Contrairement aux rapports précédents, le Gouvernement n'a rejeté aucune demande de groupes religieux.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), organe de réglementation des médias, interdit les débats politiques sur les stations de radio et télévision religieuses.

Les organisations religieuses doivent demander une autorisation pour organiser de grandes manifestations de nuit, surtout celles impliquant l'usage de haut-parleurs dans les quartiers résidentiels ou qui nécessitent le blocage d'une rue. Cette autorisation a habituellement été accordée. La Direction de la Sécurité civile s'occupe des plaintes associées à une organisation religieuse, surtout celles liées au bruit lors des manifestations de nuit. Le Ministère de la Sécurité envoie des forces de sécurité pour s'occuper des plaintes.

Les cours de religion ne font pas partie du programme d'enseignement dans les écoles publiques. Toutefois, les écoles catholiques, protestantes, et islamiques sont abondantes et le Gouvernement paie les salaires de certains enseignants et autres employés de ces écoles.

Restrictions sur la liberté de religion

Le Gouvernement respecte généralement la liberté de religion dans la pratique. Il n'y a pas eu de changement dans le statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement au cours de la période couverte par ce rapport.

Il n'y a pas eu de rapports concernant des prisonniers ou détenus religieux dans le pays.

Conversion religieuse forcée

Il n'y a pas eu de rapports sur une conversion religieuse forcée, y compris sur des citoyens américains mineurs qui auraient été enlevés ou illégalement sortis des Etats-Unis, ou sur le refus de permettre le rapatriement de tels citoyens aux Etats-Unis.

III. Situation du respect de la liberté de religion dans la société

Il n'y a pas eu de rapports d'abus ou de discrimination dans la société basés sur l'appartenance, la croyance ou la pratique religieuse. Les membres de différents groupes religieux s'invitent régulièrement les uns les autres à leurs cérémonies respectives. Le mariage entre personnes de différents groupes religieux est chose courante.

Le Conseil Chrétien traite les affaires courantes au sein des dénominations protestantes. Catholiques et Protestants collaborent fréquemment à travers l'Alliance Biblique.

IV. Politique du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

Le Gouvernement des Etats-Unis continue de s'entretenir avec le Gouvernement togolais sur les sujets liés à la liberté de religion, dans le cadre de sa politique générale de promotion des droits de l'homme. L'Ambassade des Etats-Unis a organisé des activités pour informer le public sur la diversité, les valeurs et la culture religieuses aux Etats-Unis. L'Ambassade a également distribué des publications sur la société américaine qui contiennent des sections clés sur la liberté de religion.

L'Ambassade a inclus les chefs religieux, en particulier les leaders musulmans, dans le Programme d'Echange International, et continue de gérer un programme d'apprentissage de la langue anglaise qui comporte des sections sur le pluralisme religieux aux Etats-Unis.